

PREFECTURE DE L'INDRE

SECRETARIAT GENERAL
Mission Développement Durable
Service des installations classées
SB

ARRETE N°2005-12-0508 DU 30 DECEMBRE 2005

définissant des dispositions de restriction des usages de l'eau et des rejets dans les milieux, à appliquer dans l'enceinte de l'établissement exploité par la société les MALTERIES FRANCO SUISSES, 74, rue des Alouettes, à ISSOUDUN

LE PREFET
Chevalier de la légion d'honneur,

VU le code de l'environnement, et notamment son livre II, les articles L 210-1, L 211-3 à L 213-3 et son livre V,

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, et notamment son article 18,

VU le décret n° 92-1041 du 24 septembre 1992 portant application de l'article L 211-3 du code de l'environnement relatif à la limitation ou à la suspension provisoire des usages de l'eau,

VU le décret n° 94-354 du 29 avril 1994 relatif aux zones de répartition des eaux modifié par le décret n° 2003-869 du 11 septembre 2003,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements,

VU l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation,

VU la circulaire n° 92-83 du 15 octobre 1992 relative à l'application du décret n° 92-1041 du 24 septembre 1992 relatif à la limitation ou à la suspension provisoire des usages de l'eau,

VU la circulaire du 15 mars 2005 et le guide méthodologique du ministère de l'écologie et du développement durable relatif aux mesures exceptionnelles de limitation des usages de l'eau en période de sécheresse, et notamment son article 4.2,

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Loire Bretagne approuvé le 26 juillet 1996,

VU l'arrêté préfectoral n° 95-E-844 DDAF/061 du 11 mai 1995 fixant dans le département de l'Indre la liste des communes incluses dans une zone de répartition des eaux en vue de maîtriser les prélèvements en eau souterraine et superficielle, et visant notamment la commune d'ISSOUDUN,

VU l'arrêté préfectoral modifié n° 2005-04-0060 du 6 avril 2005, définissant les seuils d'alerte des cours d'eau du département de l'Indre (Fouzon, Modon, Théols, Arnon, Indre, Claise, Creuse et Anglin et leurs affluents) et les mesures de limitation ou la suspension provisoire des usages de l'eau,

VU l'arrêté préfectoral n° 97-E-1422 du 18 juin 1997 réglementant les activités de la société LES MALTERIES FRANCO SUISSES, 74 rue des Alouettes, 36100 ISSOUDUN,

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2004-E-1374 du 4 mai 2004 définissant des modalités de diagnostic des prélèvements et rejets des installations classées pour la protection de l'environnement en vue de la mise en place des dispositions de restriction des usages de l'eau et des rejets dans les milieux pour la société susvisée,

VU les documents adressés à l'inspection des installations classées par la société **LES MALTERIES FRANCO SUISSES**, 74 rue des Alouettes, le 1^{er} mars 2005,

VU le rapport de la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement en date du 12 septembre 2005,

VU l'avis du conseil départemental d'hygiène en date du 30 septembre 2005,

VU la communication du projet d'arrêté faite à M. le Directeur de la société, le 5 octobre 2005 ;

VU le courrier de la société **LES MALTERIES FRANCO SUISSES** en date du 17 octobre 2005 faisant état de plusieurs observations sur le projet d'arrêté préfectoral, et notamment vis à vis des prescriptions des articles 5, 6 et 7 ;

VU le rapport de la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement en date du 2 décembre 2005 faisant suite à l'examen de ces observations,

CONSIDERANT que la crise climatique de l'été 2003 a entraîné la mise en place de mesures de restriction des usages de l'eau en région Centre et que le département de l'Indre a fait l'objet, depuis cette date, de divers arrêtés de limitation d'usage de l'eau,

CONSIDERANT que les prélèvements et rejets des industriels sont visés par des mesures de restriction d'usage en cas de crise climatique grave,

CONSIDÉRANT que la mise en place d'action de préservation de la ressource et de limitation des rejets constitue une priorité nationale définie par le Ministère de l'Écologie et du Développement Durable,

CONSIDERANT que l'inspection des installations classées doit établir toute mesure permettant de limiter les prélèvements d'eau des entreprises et leurs rejets dans les milieux tout en préservant au mieux les activités industrielles,

CONSIDÉRANT que les mesures susmentionnées doivent prendre en compte les divers usages de l'eau dans l'installation classée industrielle tout en maintenant l'activité indispensable et un niveau de sécurité suffisant,

CONSIDÉRANT que les activités exercées dans l'établissement **LES MALTERIES FRANCO SUISSES**, 74 rue des Alouettes à ISSOUDUN génèrent des prélèvements d'eau ou des rejets significatifs dans le milieu naturel,

CONSIDERANT que l'établissement **LES MALTERIES FRANCO SUISSES**, 74 rue des Alouettes à ISSOUDUN a établi un diagnostic et une étude technico-économique des prélèvements et rejets ainsi qu'un plan de travail permettant la mise en place d'aménagements pérennes ou transitoires afin de limiter ces prélèvements et ces rejets,

CONSIDÉRANT que dans ces conditions, il y a lieu d'appliquer à l'ensemble des installations les dispositions du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié,

Sur proposition de Madame la secrétaire générale de la préfecture de l'Indre :

ARRÊTE

Article 1^{er} :

En complément des prescriptions techniques imposées par l'arrêté préfectoral n° 97-E-1422 du 18 juin 1997, la société **LES MALTERIES FRANCO SUISSES** doit mettre en place les mesures prévues aux articles 2 à 6 du présent arrêté, pour les usages de l'eau et les rejets aqueux de son établissement situé 74 rue des Alouettes à ISSOUDUN.

Ces aménagements permettent des réductions de prélèvements dans la ressource ou le réseau de distribution ainsi qu'une diminution des rejets dans le milieu ou les stations d'épurations.

Ces aménagements sont pérennes ou appliqués en cas de crise climatiques et donc limités dans le temps.

Article 2 – Mesures pérennes :

Au vu du dossier remis par l'exploitant le 1^{er} mars 2005, les mesures pérennes d'économie d'eau de l'établissement visé à l'article 1^{er} sont :

2.1 Optimisation de la pulvérisation germination *pouvant entraîner une réduction de 1% (5 à 10 000 m³/an).*

Article 3 – Etude Complémentaire :

Au vu du dossier remis par l'exploitant le 1^{er} mars 2005, une étude du recyclage des eaux de trempe *pouvant entraîner une réduction entre 25 et 30% (200 000 m³/an)* sera réalisée. Cette étude sera accompagnée de tous les éléments d'appréciation et d'un échéancier technico-économique.

Article 4 – Mesures liées au déclenchement du plan d'alerte :

Dès la publication de l'arrêté préfectoral, prévu à l'article 14 *de l'arrêté préfectoral n° 2005-04-0060 du 6 avril 2005* susvisé, constatant le franchissement du **seuil d'alerte** correspondant au **débit seuil d'alerte** pour le bassin hydrographique dans lequel l'établissement industriel est implanté, l'exploitant met en œuvre les dispositions suivantes :

- une information de la MISE (mission inter services de l'eau) et de l'inspection des installations classées des besoins réels et prioritaires et des ressources alternatives éventuelles de l'établissement pour une période d'un mois, à partir de la publication de l'arrêté. Cette information est renouvelée tous les mois pendant la durée de l'alerte
- la transmission à l'inspection des installations classées du registre de suivi des installations de prélèvement d'eau pendant la durée de l'alerte. Ce registre indique les index hebdomadaires des compteurs de prélèvement d'eau issue des forages et du réseau d'adduction d'eau potable.
- une interdiction de l'arrosage des pelouses et des espaces verts de l'établissement, ainsi que du lavage des voies de circulation et aires de stationnement de l'établissement pendant la durée de l'alerte.

Article 5 – Mesures liées au déclenchement du plan d'alerte renforcée :

Dès la publication de l'arrêté préfectoral, prévu à l'article 14 *de l'arrêté préfectoral n° 2005-04-0060 du 6 avril 2005* susvisé, constatant le franchissement du **seuil d'alerte renforcée** correspondant au **débit d'alerte renforcée** pour le bassin hydrographique dans lequel l'établissement industriel est implanté, l'exploitant met en œuvre, en complément des mesures prévues à l'article 4 du présent arrêté, les dispositions complémentaires suivantes pendant la durée de l'alerte :

- une interdiction de lavage des véhicules et engins de l'établissement, hors stations de lavage équipées d'un récupérateur d'eau, en dehors de raisons particulières de sécurité ou sanitaire dûment justifiées.
- l'optimisation de la qualité des rejets en sortie de son établissement.

Article 6 – Mesures liées au déclenchement du plan de crise :

Dès la publication de l'arrêté préfectoral, prévu à l'article 14 *de l'arrêté préfectoral n° 2005-04-0060 du 6 avril 2005* susvisé, constatant le franchissement du **seuil de crise** correspondant au **débit d'étiage de crise** pour le bassin hydrographique dans lequel l'établissement industriel est implanté et au vu du dossier remis par l'exploitant le 1^{er} mars 2005, l'exploitant met en œuvre, en complément des mesures prévues aux articles 4 et 5 du présent arrêté, les dispositions complémentaires suivantes pendant la durée de la crise :

- une limitation de l'utilisation d'eau de 30% par une modification provisoire des plannings de production et de l'organisation de la logistique permettant sur le site l'utilisation d'orge et la programmation de type de malts gourmands en eau.

Article 7 – Délais

La mesure pérenne mentionnée à l'article 2.1 du présent arrêté devra être effective au plus tard le 1^{er} juin 2007. L'industriel informera l'inspection des installations classées des aménagements effectués.

L'étude mentionnée à l'article 3 du présent arrêté devra être remise à l'inspection des installations classées au plus tard le 30 juin 2007.

Article 8 :

Les dispositions des articles 2 à 5 du présent arrêté ne sont pas opposables à d'éventuelles mesures plus contraignantes de réduction de l'usage de l'eau et des rejets dans les milieux prescrites par voie d'arrêté pour des raisons d'intérêt général.

Article 9 :

Le présent arrêté sera notifié à l'exploitant par voie administrative. Copies en seront adressées à Monsieur le maire de la commune d'ISSOUDUN et à Monsieur le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement - Centre.

Article 10 :

L'exploitant peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les deux mois à compter de la notification de la présente décision.

Il peut également la contester par un recours gracieux ou un recours hiérarchique, ce recours ne suspend pas le délai fixé pour la saisine du Tribunal Administratif.

Article 11 :

Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraîneront l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre 1^{er} du livre V du code de l'environnement.

Article 12 :

Madame la secrétaire générale de la préfecture de l'Indre , Monsieur le maire d'ISSOUDUN , Monsieur le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement -Centre- et tout agent de la force publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

LE PREFET,
Pour le préfet,
et par délégation,
La secrétaire générale



Claude DULAMON